

EXCISIONS

# Une campagne pour accompagner les victimes de mutilations génitales

Alors que le nombre de femmes excisées résidant en Belgique est en augmentation, une campagne est lancée par le Gams Belgique pour mieux faire connaître les centres de prise en charge.



FANNY DECLERCQ

De nombreuses femmes ignorent l'accompagnement holistique proposé par les deux centres belges. © DR.

J'ai fait plusieurs séances avec la sexologue du centre : elle m'a appris à m'aimer, à me connaître vraiment comme je suis, à me sentir bien, libre. C'est moi qui décide, c'est mon corps, c'est ma vie», témoigne Sally, victime de mutilations sexuelles féminines, tout comme 23.000 autres femmes en Belgique. Ces interventions, pratiquées à des fins non thérapeutiques, aboutissent à des lésions ou à l'ablation (partielle ou totale) des organes génitaux, qui peuvent entraîner des graves conséquences sur la vie d'une femme. Outre les répercussions immédiates de ces violences basées sur le genre, telles qu'une infection ou un décès, ces femmes peuvent faire face à des troubles de la sexualité, des complications médicales lors d'un accouchement, un manque de confiance en soi...

93.000

Selon les données de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et le SPF Santé publique, on estime à plus de 93.000 le nombre de filles et femmes en Belgique originaires d'un pays où les excisions sont pratiquées, tels que le Mali, le Burkina Faso, l'Égypte, le Soudan, la Somalie ou Djibouti. Parmi celles-ci, 23.000 sont « très probablement » excisées et 12.000 sont « à risque de l'être si aucun travail de prévention n'est fait ».

Pour leur venir en aide, une campagne nationale est lancée par le Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines (Gams) afin de mieux faire connaître les deux centres belges multidisciplinaires, le centre CeMAViE au CHU Saint-Pierre à Bruxelles et l'hôpital universitaire UZGent. De nombreuses femmes ignorent l'accompagnement holistique – une spécificité belge – proposé par ces deux centres accrédités, dont les soins sont désormais entièrement remboursés par l'Inami, y compris la reconstruction du clitoris.

## « Le but est de contrôler la sexualité des femmes »

Une reconstruction aussi bien physique que psychologique y est proposée, par le biais d'un accompagnement personnalisé. La majorité des patientes bénéficient d'un accompagnement psychologique et sexologique afin de se réapproprier leur corps, renforcer son estime de soi, développer sa propre sexualité et traverser ce traumatisme. Dans certains cas, un traitement chi-

urgical vient compléter l'accompagnement thérapeutique, comme la désinfibulation, pour ré-ouvrir et restaurer l'ouverture vaginale, le traitement de kystes ou la reconstruction du clitoris.

« Les mutilations génitales sont justifiées par la tradition, la conformité sociale, la pureté, la superstition, ou encore la religion. Mais il s'agit d'une violation du droit des femmes à disposer de leur corps, dont le but est de contrôler leur sexualité », explique Martin Caillet, gynécologue au centre CeMAViE. Depuis son ouverture en avril 2014, le centre du CHU Saint-Pierre, composé d'une sage-femme, d'une

sexologue, d'une psychologue et d'un gynécologue, a accueilli plus de 2.500 patientes et réalisé près de 150 chirurgies vulvaires.

Des vidéos, des animations multilingues, des affiches, des témoignages, brochures et outils seront diffusés pour aider les victimes à franchir la porte de ces centres

La campagne, coordonnée par le Gams et financée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, est lancée à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, ce lundi 6 février. Des capsules vidéo, des animations multilingues (disponibles en français, néerlandais, anglais, arabe, peul et somalien), des affiches ainsi que des témoignages, brochures et outils seront diffusés afin d'aider les victimes à franchir la porte de ces centres.

Des Ukrainiens tirent avec un canon anti-aérien sur une position près de Bakhmout, dans la région de Donetsk.

© SERGEY SHESTAK/EPA.

Position des forces militaires, au 3 février

Zones reprises et contre-offensives revendiquées par les Ukrainiens

Avancée des forces russes

Explosions/frappes Non-exhaustif, principaux événements recensés ces dernières 24h



Sources : bureaux AFP, Institute for the Study of War and AEI's Critical Threats Project, état-major ukrainien  
Données cartographiques : OSM

## ont pas quitté la Russie



perspectives de croissance du pays ne constituent des déterminants décisifs des stratégies mondiales pour la majorité des entreprises, en particulier pour les plus grandes multinationales – hors, peut-être, certains secteurs, comme l'énergie ou les minerais.

Et pourtant, les grandes entreprises ne semblent pas si pressées de se plier aux pressions de leurs gouvernements. Elles pourraient l'être encore moins s'il leur était demandé de sevrer leurs liens avec la deuxième économie au monde, la Chine.

(1) Simon Evenett & Nocolo Pisani, *Less than nine percent of Western firms have divested from Russia*, téléchargeable sur les sites imd.org et unisg.ch

(2) Le G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés, réunit les Etats-Unis, le Canada, le Japon et le Royaume-Uni, aux côtés de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. En limitant le périmètre de l'Occident à l'UE et au G7, les auteurs n'incluent donc pas l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège ou la Suisse.

## Entrée en vigueur de l'embargo européen sur les produits pétroliers russes

L'interdiction d'importer des produits pétroliers raffinés russes, comme du diesel ou de l'essence, dans l'Union européenne est entrée en vigueur ce dimanche. La mesure vise à limiter davantage les revenus russes générés par les ventes de ressources énergétiques et, par ce biais, le financement de son invasion de l'Ukraine. Selon les dernières statistiques européennes de l'agence Eurostat, la Russie a exporté des produits pétroliers pour plus de 2,3 milliards d'euros vers l'UE en octobre.

L'embargo prévoit des exceptions temporaires pour certains pays membres de l'UE. Il s'ajoute à une interdiction d'importation de barils de pétrole brut russe par voie maritime, déjà d'application depuis début décembre.

En plus de ces interdictions d'importations vers le bloc européen, l'UE, les pays membres du G7, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et les USA ont accepté de plafonner les prix des produits pétroliers raffinés russes. L'accord comprend un prix plafond de 45 euros le baril pour des produits peu raffinés, comme le mazout, et un autre de 100 dollars le baril pour des produits plus chers, comme le diesel.

BELGA

McDonald's a réellement quitté la Russie (et ses restaurants ont immédiatement été récupérés par les Russes et rebaptisés *Vkusno i Tochka*). Mais beaucoup d'autres firmes sont toujours là. © KIRILL KUDRYAVTSEV/AFP.